



BEAC OCCASIONAL PAPER

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



Le développement du Crowdfunding dans la CEMAC : Opportunités, freins et rôle de la Banque Centrale

Patrick-Nelson Daniel ESSIANE

Julie ONOMO BETSAMA

BOP N°02/18

Janvier 2018

Les idées et opinions présentées dans cette étude sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) ou de toute autre institution rattachée.

DIRECTION DE LA RECHERCHE

Le développement du Crowdfunding dans la CEMAC : Opportunités, freins et rôle de la Banque Centrale

Patrick-Nelson Daniel ESSIANE
BEAC - Direction de la Recherche
essiane@beac.int

Julie ONOMO BETSAMA
BEAC - Direction de la Recherche
onomo@beac.int

Résumé

1. Le crowdfunding ou financement participatif est un mode de financement innovant et désintermédié, qui permet aux porteurs de projets de financer leur activité grâce à des contributions plus ou moins modestes provenant d'un nombre important de pourvoyeurs de fonds via des plateformes en ligne;
2. Les 100 meilleures campagnes de crowdfunding dans le monde ont permis de lever environ 238 milliards de F CFA en moins de 10 ans;
3. La Banque Mondiale estime le potentiel de financement via Crowdfunding en Afrique à 1375 milliards de F CFA à l'horizon 2025 en Afrique. Le taux de croissance annuel de l'activité est estimé en 2015 à 101% en Afrique, et à plus de 300% en Asie;
4. La CEMAC reste en marge de cette activité au regard du nombre de plateformes existantes (2 sur 59) et des montants levés dans les économies de la zone;
5. Les atouts et opportunités du crowdfunding pour la CEMAC sont appréciables : (i) accès pour les TPE/PME et porteurs de projets à un financement à faible coût, (ii) incidence positive sur les réserves de change de la sous-région, (iii) amélioration de la performance des entreprises, (iv) attraction des investissements directs étrangers, (v) effet catalyseur sur le marché financier de la zone, (vi) faible incidence sur la stabilité financière compte tenu du schéma de financement ; ce qui contraste avec l'activité traditionnelle des banques et microfinances;
6. De nombreux freins pèsent dans la sous-région sur le développement de l'activité : (i) absence d'un cadre juridique adéquat, (ii) faible crédibilité des plateformes existantes, (iii) communication institutionnelle inexistante, (iv) faible niveau de pénétration d'internet et de développement des systèmes de monétique;
7. Nous estimons le potentiel de financement via le crowdfunding à l'horizon 2020 dans la zone CEMAC à 12,2 milliards de F CFA selon notre scénario de base. Le scénario optimiste table quant à lui sur 41,5 milliards de F CFA et le scénario pessimiste se situe à 5,5 milliards de F CFA;
8. Seize (16) actions clés découpées en 3 phases ont été identifiées afin que la Banque Centrale puisse stimuler le recours au crowdfunding dans la CEMAC à moyen terme. Ces phases concernent (i) la réglementation de ce secteur, (ii) la communication institutionnelle et (iii) le suivi, l'accompagnement et le contrôle de l'activité;
9. Nous recensons et fournissons les liens d'une cinquantaine de sites internet permettant le financement de projets dans les différents pays de la CEMAC sur le modèle du crowdfunding.

Pour citer ces travaux:

ESSIANE P-N. D. et ONOMO BETSAMA J., (2018), «Le développement du Crowdfunding dans la CEMAC: Opportunités, freins et rôle de la Banque Centrale», BEAC Occasional Paper N°02/18, Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).



Introduction

Le crowdfunding ou financement participatif est un mode de financement qui permet à des porteurs de projet de collecter des fonds auprès d'un grand nombre de particuliers sur des plateformes internet dédiées. Grâce au développement des Nouvelles Techniques de l'Information et de la Communication, il s'est progressivement imposé comme un complément voire un substitut au financement classique par le système bancaire dans plusieurs économies développées ou en développement.

Qualifié de « tontine électronique » par certains observateurs¹, le crowdfunding a permis de lever en Afrique, des fonds estimés à 126,9 millions de dollars pour l'année 2015². Cette performance ne représente que 0,4 % des levées de fonds à l'échelle mondiale. Plus encore, l'activité évolue très rapidement sur le continent, avec un taux de croissance annuel s'élevant à 101% en 2015³.

Dans la CEMAC, le recours au crowdfunding reste négligeable bien que l'on observe une certaine activité de plusieurs plateformes étrangères et l'émergence de quelques plateformes⁴ de financement au niveau local, ce, en dépit de l'inexistence d'un cadre réglementaire approprié. Les statistiques disponibles font ainsi état de levées fixées en moyennes annuelles à 330 000 USD sur la seule plateforme KIVA. Au regard de la modicité de ces montants en comparaison de ceux mobilisés dans d'autres zones plusieurs interrogations peuvent être soulevées concernant le rôle et les perspectives du crowdfunding dans la CEMAC : En quoi le crowdfunding peut être bénéfique pour la CEMAC compte-tenu du contexte économique et financier actuel ? Quels sont les freins à son développement dans la sous-région ? Quelles sont les potentielles actions que pourrait mener la BEAC pour encadrer et stimuler cette activité ? La présente note vise à apporter une réponse à ces différents questionnements.

Dans la suite de ce travail, nous allons (i) clarifier le mode de fonctionnement des plateformes de financement participatif, (iii) présenter la situation de la CEMAC relativement aux pays africains, (iv) mettre en relief les opportunités qu'offre ce système de financement, (v) présenter les freins et potentiels risques liés au développement de l'activité, (vi) estimer le potentiel de la CEMAC en matière de crowdfunding, et (vii) présenter les axes sur lesquels une action de la banque centrale pourrait s'orienter.

1. Présentation du crowdfunding

1.1. Définition et caractéristiques

D'après l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) de France, le crowdfunding est un nouveau mode de financement par le public qui « permet de récolter des

1Gwenaëlle Oruezabala , 2016 « Le crowdfunding en Afrique, une nouvelle génération de tontines».

2 Rapport « Crowdfunding in Africa » d'Afrikstart, 2015.

3 Source : Massolution Crowdfunding Industry 2015 Report. http://crowdexpert.com/wp-content/uploads/2016/03/Crowdfunding_Industry_2015_Models.jpg

4 Il s'agit spécifiquement de Sites internet mettant en relation des offreurs et des demandeurs de capitaux.

Sommaire

- Introduction.....p.3
- 1. Présentation du crowdfunding.....p.3
- 2. Le crowdfunding en Afrique: la CEMAC en marge d'une croissance continentale importante.....p.5
- 3. Opportunités et atouts du crowdfunding pour les économies de la CEMAC.....p.6
- 4. Freins au développement du crowdfunding dans la CEMAC.....p.8
- 5. Perspectives et projections.....p.9
- 6. Le potentiel rôle de la BEAC dans la promotion du crowdfunding dans la CEMAC.....p.10
- Conclusion.....p.11
- Annexes.....p.12



fonds - généralement de faibles montants - auprès d'un large public en vue de financer un projet »⁵. Une définition plus générale est fournie par les travaux de Schwienbacher et Larralde⁶, qui définissent le crowdfunding comme étant un appel ouvert, essentiellement via internet, pour l'apport de ressources financières, en échange ou non d'une récompense et/ou de droits de vote⁷ dans l'optique de soutenir des initiatives relatives à des objectifs spécifiques. Ce mode de collecte de fonds, réalisé généralement via une plateforme internet⁸, permet à un ensemble de contributeurs de choisir collectivement de financer directement et de manière traçable des projets identifiés. Grâce à cette technique de financement, des fonds sont levés auprès d'un grand nombre de participants qui apportent en général des contributions individuellement faibles.

De manière générale, il existe 04 principaux modèles de financement :

- **Le crowdequity ou investissement en capital**, qui permet à des investisseurs de prendre des participations dans des entreprises (généralement des Start up) obtenant ainsi le statut d'actionnaire ou associé ;
- **Le crowdlending ou prêt** : ici l'emprunteur s'adresse, par le biais d'une plateforme web, à une multitude de prêteurs qui apportent des financements à hauteur de leurs moyens. La somme empruntée doit être remboursée dans les délais et modalités fixées (avec ou sans intérêts suivant les accords prédéfinis ;
- **Le reward based crowdfunding ou don avec contrepartie** qui implique des dons avec en retour des rétributions en nature. Ici le porteur du projet reçoit par l'intermédiaire de la plateforme des donations volontaires⁹ destinées à soutenir l'évolution de son projet. Aucun retour financier n'est prévu mais des gratifications matérielles (dédicaces, échantillons gratuits, mention du nom du contributeur au générique d'un film, etc.) sont accordées aux donateurs. Elles sont proportionnelles aux montants octroyés ;
- **Le donation based crowdfunding ou don** : qui rassemble des projets à caractère caritatif, d'intérêt général ou solidaire, avec des contributions de faibles montants.

1.2. Fonctionnement des plateformes de financement participatif

Le principe de financement participatif (ou Crowdfunding) n'est pas nouveau. Certains observateurs attribuent en effet la campagne de financement lancée en 1875 en France pour la construction de la statue de la

5 Cf <https://acpr.banque-france.fr/autoriser/financement-participatif>

6 Schwienbacher A., and Larralde B., 2010. "Crowdfunding of small entrepreneurial ventures" in D.J. Cumming, ed. The Oxford Handbook of Entrepreneurial Finance. Oxford: Oxford University Press

7 Ou prise de participation

8 Belleflamme P., Lambert T. et Schwienbacher A. (2013), "Crowdfunding : Tapping the Right Crowd", Journal of Business Venturing, <http://dx.doi.org/10.1016/j.jbusvent.2013.07.003>

9 Ces donations prennent essentiellement la forme d'apports financiers.

liberté à une campagne de crowdfunding¹⁰. De manière plus contemporaine, la création du crowdfunding est souvent associée au lancement en 2001 de la plateforme « artist share » destinée au financement d'artistes musicien. L'activité a par la suite connu une forte évolution et l'on dénombre en 2012 plus de 450 plateformes de crowdfunding à travers le monde.

L'une des principales caractéristiques du crowdfunding est qu'il offre des possibilités de financement désintermédié. En effet, dans le cadre de ces opérations, les prêteurs et emprunteurs sont mis en relation directe via la plateforme de financement choisie. Les opérations de levée de fonds souvent qualifiées de « campagnes » s'organisent de plusieurs manières selon les plateformes et les réglementations appliquées. En général, elles s'articulent autour de 03 phases principales.

1.2.1. Phase de sélection

Les plateformes se réservent le droit de sélectionner les porteurs de projet à présenter aux contributeurs et investisseurs selon leurs propres critères d'éligibilité (secteurs admis, modèle de collecte bien déterminé, etc.). Leur revenu dépend en effet de l'aboutissement et de la popularité du projet publié.

1.2.2. Collecte de fonds

Une fois le projet sélectionné, et après publication sur la plateforme, les contributeurs sont libres d'investir le montant souhaité¹¹. Pour chaque contribution, un contrat à distance est conclu et dans les cas de prêt ou titres financiers, un questionnaire de connaissance des risques encourus est à remplir avant la finalisation de la collecte pour chaque investisseur afin de pouvoir bénéficier du statut d'investisseur qualifié.

1.2.3. Remboursement des prêts et revente des titres financiers

En cas d'atteinte ou de dépassement du montant de la collecte, le porteur de projet peut bénéficier des fonds collectés pour réaliser son projet. La plateforme perçoit alors une commission sur les fonds effectivement collectés en guise de paiement des frais de transaction et de gestion liés à l'opération. À l'inverse, si l'objectif n'est pas atteint à l'issue de la collecte, l'opération est annulée : les contributeurs sont remboursés (avec une possible retenue pour frais bancaires) et la plateforme ne perçoit aucune rémunération. Les conditions de remboursement et/ou de retrait du capital sont indiquées dans le contrat préalablement signé.

1.3. Les meilleures campagnes de crowdfunding dans le monde

Les sites Kickstarter et Indiegogo sont des références

10 Cf: http://www.leguideducrowdfunding.com/le-crowdfunding-fondamentaux-definition/a-savoir-mode-d-emploi-conseils-pratiques-gratuit-crowdfunding/le-crowdfunding-existait-avant-internet-et-facebook_trashed/

11 Il existe dans certains pays comme la France des dispositions réglementaires qui définissent un plafond de financement possible selon les différents modèles de financement adoptés (crowdlending, crowdequity etc...)





mondiales en matière de crowdfunding car ils ont enregistré les campagnes de levée de fonds les plus importantes au monde. Le site Kiva classé dans le top 10 des plateformes de financement¹² est spécialisé dans le financement de projets à destination des pays en voie de développement. Elle a pour cette raison été considérée comme référence dans le cadre de cette étude.

En 2014, le magazine Forbes¹³ présentait le projet de production de la montre connectée Pebble-E-Paper Watch comme étant la meilleure campagne de Crowdfunding jamais réalisée, avec 10.266.845 dollars US (environ 5,1 milliards de FCFA) levés en 37 jours grâce à 68.929 contributeurs. Ce record a depuis lors été battu et on recense, depuis août 2017, 6 campagnes de Crowdfunding ayant pu lever des montants supérieurs à 10 millions de dollars US¹⁴. Les 100 meilleures campagnes de crowdfunding dans le monde portent essentiellement sur des projets technologiques et vidéoludiques. Elles ont suscité des financements à hauteur de 396,9 millions de dollars US (environ 238 milliards de FCFA) en moins de 10 ans.

2. Le crowdfunding en Afrique : la CEMAC en marge d'une croissance continentale importante

Au niveau du continent africain, les fonds levés au profit de projets locaux sont beaucoup plus modestes que les montants mentionnés précédemment. Cependant, le Crowdfunding enregistre une croissance soutenue et plus que significative sur le continent africain. En 2015, le taux de croissance annuel est estimé à 101%¹⁵ et le potentiel de financement via crowdfunding est évalué par la Banque Mondiale à près de 2,5 milliards de dollars à l'horizon 2025¹⁶. Le développement de ce système de financement se justifie entre autres par l'émergence d'une classe moyenne à l'échelle continentale, la rapide pénétration d'internet et des technologies mobiles sur le continent et surtout par les besoins de financement importants des TPE/PME africaines.

Le rapport Afrikstart offre un classement des pays suivant les montants de financements reçus en 2015 de plateformes étrangères. Le Kenya apparaît ainsi comme le premier bénéficiaire de financement par crowdfunding en Afrique (21.3 millions USD) suivi du Rwanda (8.7 millions USD), de l'Ouganda (8.4 millions USD) et de l'Afrique du Sud (8 millions USD). Au niveau des plateformes africaines, l'Afrique du Sud apparaît comme leader avec 32,3 millions de dollars US levés en 2015 par ses 21 entités de financement participatif, suivie par l'Égypte (842.000 dollars US) et le Nigéria (314.000 dollars US).

12 <https://www.crowdfunding.com/>

13 <https://www.forbes.com/sites/wilschroter/2014/04/16/top-10-business-crowdfunding-campaigns-of-all-time/#7ff6897f3e9f> (consultée le 15 septembre 2017).

14 <http://crowdfundingblog.com/most-successful-crowdfunding-projects/> (consultée le 15 septembre 2017).

15 Cf rapport Massolution « crowdfunding industry 2015 »

16 Rapport "Crowdfunding's Potential for Developing World", Banque Mondiale, 2013

“ [...] 348 162 prêts d'un montant global de 154,6 milliards de F CFA octroyés à des projets africains via le site KIVA depuis sa création.

”

Dans le cas particulier de l'Afrique Centrale, bien qu'embryonnaire, l'activité de crowdfunding reste une source potentielle de financement non négligeable. Au cours de l'année 2017, on relève la création de deux plateformes locales de financement participatif à savoir : G-Starters (Gabon) spécialisé dans du « donation based crowdfunding »¹⁷ et Guanxi Invest¹⁸ (Cameroun), spécialisée dans l'equity-crowdfunding (prises de participation). Si ces expériences attestent d'un intérêt croissant pour cette activité dans la zone, le nombre de projets enregistrés (3 en septembre 2017) et les fonds levés (6.240.000 F CFA) au total en septembre 2017 restent encore très faibles par rapport aux montants levés dans d'autres pays africains.

Toutefois, il faut noter que les sites africains de crowdfunding ne représentent qu'une faible proportion des financements participatifs accordés à travers le continent¹⁹. Il apparaît ainsi que l'essentiel des financements octroyés par ce système provient des plateformes étrangères (américaines et européennes notamment). Nous notons ainsi l'activité d'une quarantaine de plateformes européennes et américaines qui octroient régulièrement des financements à des projets localisés en zone CEMAC (Cf. tableau A2 en annexe). C'est donc à la lumière des performances sur les sites de financement participatif non-africains que l'on peut apprécier le plus fidèlement les performances d'une économie africaine en matière d'accès aux financements via crowdfunding.

Dans le cadre de ce travail, la plateforme KIVA²⁰ a servi de base à l'analyse comparative des performances des pays africains en matière de crowdfunding. Comme évoqué plus haut, le choix de cette plateforme se justifie autant par son classement (elle appartient au top 10 des plateformes ayant accordés le plus grand nombre de financements à travers le monde) que par sa mission (elle oriente son activité vers le financement de projets dans les pays en voie de développement). KIVA est une organisation à but non-lucratif fondée en 2005 à San Francisco (Etats-Unis) qui se donne pour mission de « connecter les peuples, par le prêt, pour lutter contre la pauvreté ». Cette plateforme connecte 2,5 millions d'emprunteurs à 1,6 millions de prêteurs sur près de 85 pays, dont 28 pays africains. En 2017, c'est 1,03 milliard de dollars de prêts cumulés qui ont été enregistrés sur la plateforme, pour un taux de remboursement de crédits de 97%²¹.

Au terme d'un recensement des projets africains effectivement financés sur KIVA, il ressort que 348.162 prêts ont été octroyés pour un montant total de 281,1 millions de dollars US (environ 154,6 milliards de FCFA) depuis la création de la plateforme (cf. Tableau A1 en annexe). Les projets agricoles et alimentaires sont les plus nombreux à avoir été financés avec 53 % du nombre total de campagnes de levée de fonds réussies. Le commerce et les services totalisent quant à eux 28 % des campagnes réussies, devant l'habillement (8 %), l'éducation (3%), le transport (2 %), l'industrie et la construction (2 %).

17 <http://g-starters.com/>

18 <https://www.guanxi-invest.com/>

19 V. Rapport d'Afrikstart, op.cit., 2015

20 <https://www.kiva.org/>, présentée selon la plateforme Afrikstart comme la première plateforme au monde finançant les projets africains.

21 <https://www.kiva.org/about>, page consultée le 15 septembre 2017.



[...] Dans le contexte de la CEMAC, le crowdfunding se présente comme une opportunité pour les entreprises locales [...] d'abaisser significativement le coût de leur endettement.



africain avec 64,9 millions de dollars US levés depuis 2005 suivi de l'Ouganda et du Rwanda avec des financements cumulés s'élevant respectivement à 38,3 millions de dollars US et 28,08 millions de dollars US. Le Sénégal apparait comme le premier pays de la Zone Franc en termes de fonds levés avec 17,95 millions de dollars US levés (9,8 milliards de FCFA environs) pour 11.273 projets financés²². Il est ensuite suivi du Mali (7^e rang africain) et du Togo (10^e africain) qui ont levé respectivement 15,74 millions de dollars US et 9,82 millions de dollars US sur KIVA.

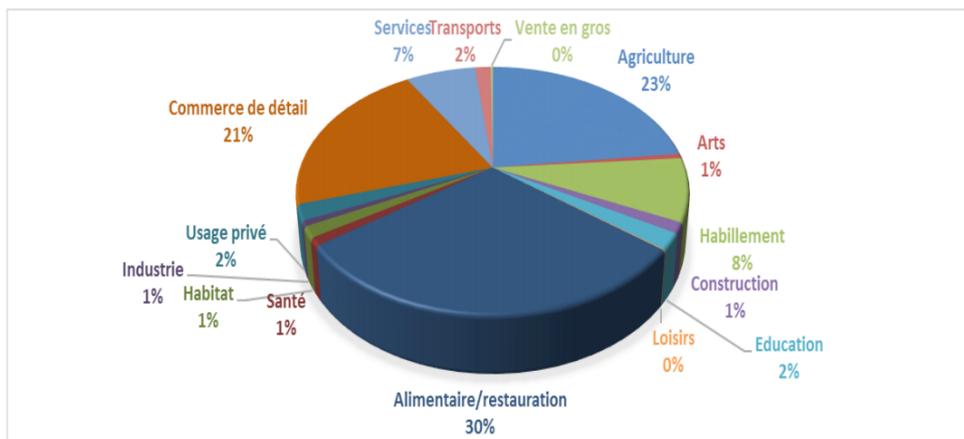
A l'analyse, il ressort que le classement obtenu sur le site KIVA se rapproche du classement global offert par le rapport Afrikstart. En effet, en termes de fonds levés, le Kenya se hisse en tête du classement

3. Opportunités et atouts du Crowdfunding pour les économies de la CEMAC

Le Crowdfunding présente de nombreuses opportunités pour les économies de la CEMAC. A la lumière des expériences des pays africains les plus avancés dans cette pratique²⁴, on peut relever que le crowdfunding peut permettre (i) l'accès des TPE (Très Petites Entreprises) et PME à des financements à faibles coûts, (ii) d'influencer positivement la dynamique des réserves de change, (iii) d'améliorer la performance des entreprises locales, (iv) d'attirer les investissements étrangers, (v) de stimuler le développement des marchés financiers (vi) tout en ayant une faible incidence sur la stabilité financière.

3.1. Accès des TPE/PME et start-ups de la sous-région à des financements à faibles coûts

Graphique 1- Répartition des montants financés sur la plateforme KIVA par secteur d'activité (septembre 2017)



Source : calculs des auteurs à partir des données collectées sur la plateforme KIVA

Les performances de la CEMAC quant à elles sont assez modestes. Le Cameroun est le seul pays représenté sur la plateforme avec 4 421 projets financés pour un montant total de 2.075.925²³ de dollars US (1,1 milliard de F CFA environs), ce qui représente 30 fois moins de fonds collectés que le Kenya, premier pays africain, et 8 fois moins de fonds levés que le Sénégal, leader de la zone Franc sur la plateforme (tableau A1). Notons cependant que les collectes ont débuté relativement tard au Cameroun (à partir de 2011), ce qui laisse entrevoir de belles perspectives pour les performances de ce pays. Il faut par ailleurs noter que les bénéficiaires de ces fonds, d'après les informations disponibles sur la plateforme, n'auraient pas pu obtenir ces financements auprès du système bancaire camerounais.

La faible représentation des pays de la CEMAC est paradoxale lorsque l'on considère les difficultés quasi structurelles auxquelles font face les petites et moyennes entreprises (PME) de cette région dans leur quête de financement. Indubitablement, l'essor du crowdfunding offre de nombreuses opportunités aux économies de la sous-région.

Le crowdfunding offre d'importantes possibilités face à la récurrente problématique de sous-financement des PME, des start-up et des projets en Afrique Centrale. En effet, les TPE/PME font face à des contraintes financières importantes dans la sous-région qui rendent l'accès au crédit difficile et à des coûts relativement élevés. A titre illustratif, selon le rapport du Conseil National du Crédit du Cameroun, en 2014, les PME qui représentent 99%²⁵ des entreprises à l'échelle nationale n'ont pu mobiliser que 14,5 %

des crédits accordés par le système bancaire et ce à un taux annuel effectif global de 10,53% (contre 6,3% pour les grandes entreprises). Cette situation n'est pas spécifique au Cameroun. En effet, d'après une enquête sur les coûts et conditions du crédit menée par la BEAC au Gabon en 2016, le taux d'intérêt nominal des crédits d'équipement et d'investissement à moyen terme se situe en moyenne de 10,4 %²⁶, et à 11,5 % pour les crédits de trésorerie. Ceci représente un coût substantiel compte tenu des caractéristiques peu reluisantes des entreprises dans les économies de la CEMAC.

Dans ce contexte, le crowdfunding se présente comme une opportunité pour les entreprises locales en ce sens qu'il leur permet non seulement d'accéder à des financements pour leurs projets, mais aussi d'abaisser significativement le coût de leur endettement. Notons par ailleurs que les crédits accordés par crowdfunding n'ont pas de garantie formelle. En analysant les taux d'intérêt pratiqués sur la plateforme de crowdfunding spécialisée dans l'agriculture Blue Bees, il ressort que le taux nominal moyen des crédits accordés aux projets financés en

24 Maghreb, Afrique australe et de l'Est notamment.

25 Cf Recensement Général des Entreprises, Institut National des Statistiques du Cameroun, 2009.

26 Pour les crédits accordés sur le second semestre 2016.

22 Classé 6^e africain sur la plateforme sur la base des fonds levés.

23 Montant arrêté au 19/09/2017





Zone Franc s'élève à 2,9%²⁷.

De telles conditions de crédit sont difficilement égalables dans la CEMAC, où les garanties exigées et les taux pratiqués inhibent l'éclosion de start up et le développement des microstructures existantes. Un exemple relativement connu dans la sous-région est celui de la start-up Kiro'o Games²⁸ qui a réussi à financer le plus grand projet de l'industrie vidéoludique de l'histoire la Zone Franc à hauteur de 198 000 Euros (129.879.486 FCFA) grâce à des prises de participation offertes sur le site Kickstarter (equity crowdfunding). Les promoteurs de cette entreprise évoquent le choix des modes de financement alternatifs comme le crowdfunding par, entre autres, le refus des banques de leur prêter des fonds en raison du caractère risqué de leur projet vidéoludique²⁹.

3.2. Incidence positive sur les réserves de change de la CEMAC

Le financement des entreprises de la sous-région par le crowdfunding peut avoir une incidence positive sur la dynamique des réserves de change de la CEMAC. En effet, plus de 99% des projets financés dans la zone via le financement participatif proviennent de plateformes étrangères, notamment européennes et américaines. Ces sommes, libellés en devises, constituent une source de réserve non négligeable d'autant plus que certains fonds représentent des dons non remboursables. De tels financements peuvent améliorer les avoirs en devises de la Banque centrale, qui ont chuté récemment en raison de la chute des prix du pétrole³⁰, et par voie de conséquence, renforcer le taux de couverture extérieur des économies de la CEMAC.

Certaines études³¹ montrent qu'une stimulation du crédit intérieur conduirait, toutes choses égales par ailleurs, à une dégradation des réserves de change lorsque la tendance à importer d'une économie est forte. Une solution pour pallier à ce problème serait de resserrer le crédit intérieur et de le remplacer par des emprunts libellés en devises. Cette option de politique monétaire restrictive est celle adoptée au niveau de la CEMAC depuis 2017 à travers le relèvement du principal taux directeur de la Banque Centrale et l'adoption de diverses mesures visant à restreindre le crédit intérieur et les sorties de capitaux. Parallèlement, les Etats de la sous-région se sont tournés vers des financements extérieurs, comme l'illustrent les différents accords de prêts conclus avec le FMI au cours de l'année 2017.

Bien que cette option du financement extérieur soit relativement aisée pour des emprunteurs comme l'Etat, le recours au financement bancaire extérieur peut s'avérer difficile pour les entreprises locales de petite taille. Par conséquent, le

27 <https://bluebees.fr/fr/project/>, consultée le 18 septembre 2017. Il s'agit de prêts accordés entre 2013 et 2017. Il s'agit d'une moyenne calculée par les auteurs.

28 <https://kiroogames.com/>

29 <https://kiroorebuntu.com/>

30 Le pétrole est la principale source de réserves de change de la CEMAC.

31 Voir notamment J.J. Polak, « Monetary analysis of income formation and payments problem », Staff Papers, Vol.6 N°1, pp. 1-50. ou J.L. Bikai et P-N. D. Essiane, 2017, « Politique monétaire, stabilité monétaire et croissance économique dans la CEMAC: une approche SVAR bayésienne », BEAC Working Paper (à paraître)

resserrement des conditions de crédit induites par une politique monétaire restrictive pourrait avoir des conséquences difficiles pour les acteurs du secteur privé (TPE et PME notamment).

Les levées de fonds via des plateformes de crowdfunding étrangères permettent de surmonter cette contrainte. Elles permettent aux entreprises traditionnellement exclues des possibilités de financement extérieur d'accéder à des emprunts en devises. Comme mentionné précédemment, les 4421 projets financés par crowdfunding au Cameroun ont pu lever plus de 2 millions de dollars USD en 5 ans. Ceci apparaît comme une performance plus qu'appréciable dans le contexte actuel caractérisé par une absence de cadre institutionnel dans l'activité de crowdfunding. Ainsi, en se généralisant pour les milliers de TPE/PME de la sous-région, le financement via crowdfunding peut contribuer (à moyen/long terme) à la stabilité monétaire externe à travers la génération d'un flux régulier de capitaux étrangers entrants.

3.3. Amélioration de la performance des entreprises

Au niveau microéconomique, il faut relever que le crowdfunding offre de nombreux avantages aux entreprises qui y ont recours. En effet, les campagnes de levées de fonds leur permettent souvent de présenter leurs produits et projets à un public large. Et les feedback reçus, peuvent conduire à une amélioration du modèle économique ou de la stratégie globale de l'entreprise même si l'objectif de la campagne n'est pas atteint. Les plateformes de financement jouent ainsi un rôle d'outil de marketing majeur³².

Ce rôle marketing peut par ailleurs jouer sur la compétitivité internationale des firmes locales. D'après des travaux Joshua Meltzer de 2015³³ et de Douglas Cumming et Sofia Johan de 2017³⁴, les capacités et opportunités d'exportation s'accroissent lorsqu'une firme décide de recourir au crowdfunding pour financer ses projets. Cette stratégie créant des liens sociaux et d'affaires dans plusieurs pays dans le monde, une telle entreprise accroît ainsi son réseau et ses débouchés à une échelle mondiale, à moindre coûts et quelle que soit sa taille.

Plus encore, la visibilité découlant du lancement d'une campagne de financement peut aussi permettre à des porteurs de projets de nouer des partenariats entre eux, ce qui devrait générer de réels gains en matière d'efficacité.

3.4. Attraction des investisseurs étrangers

La Banque Mondiale fait clairement mention d'une relation existant entre le niveau d'investissements Directs Etrangers et le lancement d'une plateforme de crowdfunding dans un pays en développement³⁵. Selon cette institution, bien que des recherches additionnelles méritent d'être menées, l'on peut déjà clairement établir que le crowdfunding offre

32 BROWN, Terrence E; BOON, Edward; PITT, Leyland F. (2017), « Seeking funding in order to sell: crowdfunding as a marketing tool », Business Horizons, Vol 60, N°2, pp. 189-195

33 MELTZER, Joshua. Using the Internet to promote services exports by small- and medium-sized enterprises. Brookings Global Working Paper Series, 2015

34 Cumming, D.J., and S.J., Johan, 2016. « Crowdfunding and Entrepreneurial

35 Banque Mondiale, « Crowdfunding's Potential for the Developing World », 2013, p.35



une bonne mesure de la disposition de la communauté internationale à investir dans un pays donné. La Banque Mondiale présente aussi le crowdfunding comme un moyen privilégié par lequel un membre de la diaspora d'un pays peut participer au développement de son pays d'origine en finançant de manière directe des projets à caractère innovant.

3.4. Effet catalyseur sur le développement du système financier

L'activité de crowdfunding pourrait permettre d'approfondir le système financier de pays en voie de développement par sa capacité à démocratiser des opérations jusqu'alors exclusivement réservées à des cercles restreints d'opérateurs privés. En effet, de nombreuses études tendent à démontrer que le crowdfunding a le potentiel de contribuer à l'inclusion financière en offrant à des populations a priori exclues de toute activité financière un meilleur accès à des financements et à des actifs financiers³⁶. Plus encore, cette activité a déjà montré une forte aptitude à adapter les évolutions technologiques pour offrir des services financiers complémentaires ou substituables à ceux offerts par le système financier traditionnel. A titre illustratif, la plateforme « M-Changa » permet au Kenya l'octroi de dons via Mobile Money à des populations ne disposant pas de compte bancaires, la plateforme « Emerging crowd » offre à des investisseurs l'opportunité d'acquérir des titres financiers (actions ou obligations) dans des économies émergentes; la plateforme « homestrings » quant à elle offre des opportunités d'investissement dans le secteur immobilier et des télécommunications dans 13 économies africaines. Si l'on s'accorde à définir un marché financier comme étant un lieu de rencontre de l'offre et de la demande de capitaux au travers d'instruments financiers, l'on pourrait en effet considérer le crowdfunding tout au moins comme une niche de marché puisqu'il permet l'échange et même la revente³⁷ de titres financiers.

Dans le contexte de la CEMAC l'équité crowdfunding offre des opportunités de prises de participation diversifiées pourrait non seulement diminuer le niveau d'asymétrie de l'information mais surtout étendre la base d'investisseurs pour des opérations qui ne se concluent jusqu'ici que dans un cadre totalement restreint au vu de l'état des marchés de capitaux sous régionaux.

Un encadrement strict est certainement à envisager³⁸ pour limiter les risques inhérents à toute activité de prises de participations. Il n'en demeure pas moins que le crowdfunding présente une réelle capacité de dynamisation de l'activité financière au niveau sous régional.

36 Cf Ivo Jenik, Timothy Lyman, and Alessandro Nava. (2017) "Crowdfunding and Financial Inclusion", et rapport Banque Mondiale, « Crowdfunding's Potential for the Developing World », 2013

37 La plateforme seedr a lancé en 2017 un marché secondaire visant à accroître la liquidité des titres acquis via crowdfunding. Cf <https://www.ft.com/content/66ec5eb8-31a8-11e7-9555-23ef563ecf9a?mhq5j=e5>

38 Cf Karen E. Wilson and Marco Testoni . (2014) "Improving the role of equity crowdfunding in Europe's capital markets"

3.6. Faible incidence du crowdfunding sur la santé du système financier traditionnel

Du fait de son caractère désintermédié, le financement participatif revêt un atout majeur à savoir son faible impact sur la stabilité du système financier. En effet, même si l'emprunteur s'engage par contrat à rembourser les prêteurs, il subsiste un risque de perte totale ou partielle du capital investi en cas d'échec du projet et/ou de non remboursement. Cependant, puisque, les financements sont directement accordés par les internautes, les sites internet ne jouant ainsi qu'un strict rôle de facilitateur, ils assument pleinement la perte en cas de défaut de l'emprunteur. Ceci limite considérablement les risques systémiques observés dans le schéma de financement intermédié où les banques supportent la perte en cas de défaut d'un emprunteur. De plus, la modicité des financements accordés à l'échelle individuelle limite aussi l'impact d'une perte liée à un défaut. Les implications de ce mode de financement sont intéressantes pour le système financier local, en ce sens que l'augmentation des crédits accordés ne détériore pas la liquidité ou les ratios prudentiels des banques et établissements financiers.

Au regard des avantages évoqués plus haut, il faut relever que l'évolution du crowdfunding est limitée par plusieurs facteurs.

4. Freins au développement du Crowdfunding dans la CEMAC

Si les opportunités et les atouts du crowdfunding pour la CEMAC sont avérés, de nombreux freins au développement de l'activité subsistent et inhibent le potentiel de ce mode de financement alternatif dans la sous-région. Les principaux sont (i) l'absence de cadre juridique adéquat qui altère, (ii) la crédibilité des plateformes existantes ou à venir en CEMAC ; (iii) l'absence de communication institutionnelle et l'asymétrie d'information au niveau des porteurs de projets dans la zone et (iv) le faible niveau de pénétration d'internet et de développement des systèmes de paiement électronique et de monétique.

4.1. L'absence de cadre juridique adéquat

L'environnement juridique actuel dans la sous-région ne tient pas compte de l'existence du crowdfunding. Pour cette raison, il ne permet pas d'encadrer et d'accompagner le développement de plateformes dans la CEMAC³⁹. Cette situation peut porter atteinte à celles-ci, dans le sens où elles ont des difficultés à attirer des potentiels prêteurs. Ces derniers ne sont en effet pas suffisamment rassurés, comme cela peut être le cas dans des environnements plus formalisés comme

39 Mais ce constat peut s'étendre à d'autres zones en Afrique, voir <https://qz.com/800268/a-lack-of-regulation-is-limiting-crowdfunding-across-africa/>





ceux de la France⁴⁰ ou des Etats-Unis⁴¹.

Dans le cadre précis de la France, il existe dans la réglementation, des dispositions régissant les montants maximaux de prêts annuels pour une entreprise ou pour un particulier, des règles prudentielles régissant le fonctionnement des plateformes, ou un label « agréés par l'ACPR » qui permet aux clients des plates-formes de s'assurer du respect par celles-ci de la réglementation française en matière de crowdfunding. Quelles que soient les orientations adoptées, il apparaît qu'un cadre juridique protégeant les prêteurs et clarifiant les droits et devoirs de toutes les parties prenantes du système est un impératif pour le développement harmonieux de l'activité dans la zone. La mise en place d'une tutelle institutionnelle serait en effet de nature à renforcer la crédibilité des plateformes de financement sous régionales.

Le rapport « Crowdfunding in East Africa : Regulation and Policy for Market Development » publié en Janvier 2017 par le Centre pour la Finance Alternative de l'université de Cambridge présente un ensemble de mesures entreprises par les banques centrales de plusieurs pays (notamment en Malaisie et au Kenya) visant à créer un cadre réglementaire spécifique à l'activité de crowdfunding. Ces mesures vont de la mise en place d'une commission chargée de l'élaboration à l'annonce d'un chronogramme de développement du cadre juridique destiné à encadrer l'activité. Dans le même ordre d'idées la Banque Centrale de Russie a mis sur pieds un comité composé de d'experts et d'acteurs majeurs du secteur du crowdfunding en vue du développement d'une législation permettant de promouvoir l'activité tout en protégeant les parties prenantes⁴².

4.2. L'absence de communication institutionnelle sur l'activité auprès des acteurs de la sous-région

A ce jour, aucune stratégie de communication institutionnelle formelle n'a été mise sur pied pour inciter les entrepreneurs et porteurs de projets à recourir au crowdfunding. Ce manque d'information sur le potentiel et le fonctionnement de cette activité explique assurément son évolution marginale dans la CEMAC.

4.3. Le faible niveau de pénétration d'internet et de développement de la monétique

D'après le rapport Afrikstart, le niveau de pénétration d'internet constitue un facteur capital pour l'expansion de l'activité du crowdfunding dans un pays. En effet, les plateformes sont accessibles via internet, ce qui explique la forte corrélation existant entre le niveau d'accès à internet et le niveau de pénétration du crowdfunding. Dans le même sens, la Banque Mondiale estime que l'effet de l'utilisation des réseaux sociaux⁴³ exerce un effet positif significatif sur le

40 Notamment avec l'Ordonnance N°2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif

41 Avec le JOBS Act, adopté par l'administration Obama qui permet, entre autres, aux entreprises d'ouvrir leur capital via des plateformes de crowdfunding.

42 Cf <https://www.crowdfundinsider.com/2016/11/92329-media-res-central-bank-russia-developing-crowdfunding-regulation/>

43 Facebook en l'occurrence, voir Banque Mondiale, 2013, op. cit, p.93

développement des plateformes de crowdfunding dans les pays en développement.

En outre, le faible développement des systèmes de paiement électronique et de monétique peut constituer un frein essentiel. En effet, la plupart des transactions s'effectue via des systèmes internationaux de paiement (Visa, Mastercard, PayPal, etc.) et, dans le cas de certains pays africains⁴⁴, via Mobile Money. Un pays accusant un retard significatif dans l'implantation de ces systèmes de paiement connaît par conséquent un rythme de développement du financement participatif moins accru.

5. Perspectives et projections

Le potentiel du crowdfunding pour les pays de la CEMAC est appréciable. Au niveau global la Banque Mondiale estime que le marché du crowdfunding vaudra près de 96 milliards de dollars US (52.800 milliards de FCFA) horizon 2025, avec une croissance de 300% par an⁴⁵. Sur le continent africain, le rapport Afrikstart estime la croissance du crowdfunding à 101% en 2015. En d'autres termes, les fonds levés via crowdfunding en Afrique ont doublé entre 2014 et 2015. Une tendance qui, selon ces spécialistes, devrait persister.

Sur la base des données extraites de la plateforme KIVA, des estimations et simulations ont été réalisées pour apprécier le potentiel et l'évolution probable des financements levés via crowdfunding au niveau de la CEMAC. Le principe de base de ces simulations est le rattrapage de l'économie leader dans la Zone Franc en matière de crowdfunding sur KIVA, à savoir le Sénégal. Sur cette base, 3 scénarios ont été envisagés : un scénario de base, un scénario pessimiste et un scénario optimiste.

5.1. Scénario de base (emphasis sur la communication de masse)

Le scénario de base repose sur l'hypothèse qu'une communication de masse est menée continuellement à l'horizon 2020 au sein des économies de la CEMAC en ce qui concerne le crowdfunding. Pour approximer cette situation, il a été envisagé un rattrapage proportionnel du nombre de projets financés au Sénégal, avec une valeur moyenne de fonds levés par projet égale à celle du Cameroun (470\$).

Tableau 1 – Simulations de l'évolutions des projets financés par crowdfunding selon le scenario de base

Pays	Nombre de projets financés en 2017	Valeur cible	Nombre de projets à financer par an	Valeur du montant total financé horizon 2020 (Dollars US)	Valeur du montant total financé horizon 2020 (FCFA)
Cameroun	4421	18 852	4 810	6 782 540	3 730 397 048
RCA	0	1 069	356	502 209	276 215 213
Congo	0	5 976	1 992	2 808 786	1 544 832 229
Gabon	0	10 838	3 613	5 093 839	2 801 611 449
Guinee Equatoriale	0	7 770	2 590	3 651 780	2 008 479 194
Tchad	0	7 327	2 442	3 443 722	1 894 047 177
Total	4421	51831	15 803	22 282 877	12 255 582 309

Source : calculs des auteurs sur la base des données collectées sur la plateforme KIVA en septembre 2017. Les valeurs cibles sont calculées en pondérant le nombre de projets financés au Sénégal en septembre 2017 par le rapport entre le PIB de l'économie étudiée en 2016 et le PIB du Sénégal en 2016 (en milliards de dollars US).

5.2. Scénario optimiste (communication de masse, amélioration du cadre institutionnel et accompagnement des acteurs)

Le scénario optimiste repose sur l'idée que l'ensemble des acteurs (pouvoirs publics, entreprises, micro-investisseurs, etc.)

44 Kenya et Ghana notamment.

45 Banque Mondiale, 2013, op.cit, pp. 44 et <https://www.covafrika.com/2017/02/crowdfunding-in-africa-opportunities-and-challenges/>



évoluent dans un environnement propice au développement du crowdfunding dans la CEMAC caractérisé par une communication de masse, la création d'un cadre réglementaire sécurisant et favorable et un accompagnement de ces acteurs. Ce scénario a été construit en supposant un rattrapage proportionnel du nombre de projets financés au Sénégal, avec une valeur moyenne de fonds levés par projet égale à celle du Sénégal (1592\$).

Tableau 2 – Simulations de l'évolutions des projets financés par crowdfunding selon le scenario optimiste

Pays	Nombre de projets financés en 2017	Valeur cible	Différence	Nombre de projets à financer par an	Valeur du montant total financé horizon 2020 (Dollars US)	Valeur du montant total financé horizon 2020 (FCFA)
Cameroun	4421	18 852	14 431	4 810	22 986 704	12 642 686 932
RCA	0	1 069	1 069	356	1 702 038	936 120 853
Congo	0	5 976	5 976	1 992	9 519 255	5 235 590 200
Gabon	0	10 838	10 838	3 613	17 263 527	9 494 940 081
Guinée Equatoriale	0	7 770	7 770	2 590	12 376 247	6 806 935 917
Tchad	0	7 327	7 327	2 442	11 671 117	6 419 114 421
Total	4421	51831	47410	15 803	75 518 888	41 535 388 405

Source : calculs des auteurs sur la base des données collectées sur la plateforme KIVA en septembre 2017. Les valeurs cibles sont calculées en pondérant le nombre de projets financés au Sénégal en septembre 2017 par le rapport entre le PIB de l'économie étudiée en 2016 et le PIB du Sénégal en 2016 (en milliards de dollars US).

5.3. Scénario pessimiste

Le scénario pessimiste repose sur l'idée que le crowdfunding devient une activité connue dans la sous-région, mais ne bénéficiant pas d'une communication de masse accompagnée et stimulée par des institutions jouissant d'un rayonnement à l'échelle sous-régionale. Pour simuler ce scénario, il a été envisagé un rattrapage proportionnel de la moitié du nombre de projets financés par le Sénégal, avec une valeur moyenne de fonds levés par projet égale à celle du Cameroun (470\$).

Tableau 3 – Simulations de l'évolutions des projets financés par crowdfunding selon le scenario pessimiste

Pays	Nombre de projets financés en 2017	Valeur cible	Nombre de projets à financer par an	Valeur du montant total financé horizon 2020 (Dollars US)	Valeur du montant total financé horizon 2020 (FCFA)
Cameroun	4421	9 426	1 668	2 352 335	1 293 784 274
RCA	0	534	178	251 105	138 107 607
Congo	0	2 988	996	1 404 393	772 416 114
Gabon	0	5 419	1 806	2 546 919	1 400 805 724
Guinée Equatoriale	0	3 885	1 295	1 825 890	1 004 239 597
Tchad	0	3 664	1 221	1 721 861	947 023 588
Total	4421	25916	7 165	10 102 503	5 556 376 905

Source : calculs des auteurs sur la base des données collectées sur la plateforme KIVA en septembre 2017. Les valeurs cibles sont calculées en pondérant la moitié du nombre de projets financés au Sénégal en septembre 2017 par le rapport entre le PIB de l'économie étudiée en 2016 et le PIB du Sénégal en 2016 (en milliards de dollars US).

En marge de ces résultats tablant sur un rattrapage du Sénégal, on peut noter que sous l'hypothèse où l'on extrapole tout juste la croissance observée au niveau du Cameroun du montant de fonds levés sur KIVA entre juin 2017 et septembre 2017 (42,8%)⁴⁶, le nombre de projets financés au Cameroun devrait tripler à l'horizon 2020 et être multiplié par un facteur égal à 17 en 2025. Le montant cumulé des fonds levés par le Cameroun en 2020 et 2025 serait respectivement de 6,05 millions de dollars (3,32 milliards de F CFA) et 35,9 millions de dollars (19,76 milliards de F CFA)⁴⁷. En hissant l'efficacité de la levée des fonds au niveau du leader de la zone Franc (sur la plateforme KIVA), le Sénégal, ces montants seraient respectivement de 20,5 millions de dollars US (11,28 milliards de F CFA) et de 121,77 millions de dollars US (66,97 milliards de dollars US).

46 Soit 9,32% de croissance trimestrielle.

47 En considérant une constance dans l'efficacité de la levée des fonds du Cameroun.

Les différents scénarios proposés tablent sur une progression importante du nombre de projets financés sur la plateforme dans la CEMAC. Il est à noter par ailleurs que ces estimations reposent uniquement sur la plateforme de crowdfunding KIVA, et qu'une cinquantaine de plateformes de crowdfunding sont actuellement susceptibles de financer des projets dans la CEMAC (voir annexe). En considérant le scénario pessimiste décrit dans le tableau 3 et en supposant que les pays de la sous-région ne parviennent qu'à lever 5 % de la somme obtenue sur KIVA dans chacune des plateformes accessibles, le montant estimé de fonds levés sur l'ensemble de celles-ci s'élève à 35,8 millions de dollars (19,72 milliards de FCFA) à l'horizon 2025.

Le potentiel du crowdfunding est donc plus qu'appréciable pour la sous-région. Toutefois la pleine réalisation de ce potentiel nécessite un certain nombre de mesures devant être prises par la Banque Centrale et les gouvernements de la CEMAC.

6. Le potentiel rôle de la BEAC dans la promotion du Crowdfunding dans la CEMAC

A travers le monde, les pouvoirs publics accompagnent le développement du crowdfunding assez diversement. Dans les pays développés comme aux USA, l'environnement des affaires relativement favorable permet un développement appréciable du financement participatif. Les autorités publiques jouent un rôle assez marginal dans l'activité, en assurant la mise en place de règles spécifiques encadrant l'activité⁴⁸.

Dans les pays moins avancés où le crowdfunding s'est relativement bien développé, les acteurs institutionnels jouent un rôle plus prononcé, notamment sur le plan de la communication. Néanmoins, un effort de régulation et d'encadrement de l'activité est nécessaire pour sa stimulation. Ainsi, suivant le rapport « Crowdfunding in East Africa: Regulation and Policy for Market Development » du Cambridge Center for Alternative Finance (CCAF) datant de janvier 2017, il n'existe très souvent pas de régulation spécifique dans les pays en développement où le crowdfunding a connu une croissance appréciable. Cette absence de réglementation spécifique serait de nature à freiner le potentiel de l'activité dans ces économies.

Compte-tenu de ce contexte, le rapport identifie plusieurs acteurs susceptibles de réguler l'activité parmi lesquels l'autorité en charge de la régulation des marchés des capitaux et la Banque Centrale. Concernant le rôle de la Banque Centrale, le rapport mentionne plusieurs exemples, notamment celui de la Banque de Malaisie, de la Banque Nationale du Rwanda, la Banque de Tanzanie et la Banque du Kenya. Le rapport du CCAF mentionne ainsi que les banques centrales peuvent jouer un rôle important tant dans la circulation de l'information auprès du public que dans la promotion de modèles innovants (p.45, 46), notamment en l'absence d'une réglementation stricte du gouvernement.

Sur la base de ces analyses, le rôle de la Banque Centrale dans la promotion du financement participatif dans la CEMAC pourrait se situer à 4 niveaux :

48 Le JOBS Act (Jumpstart Our Business Start Act) adopté aux Etats-Unis sous la présidence Obama constituant un exemple intéressant.



Conclusion

1. L'élaboration d'une réglementation adaptée pour le développement harmonieux de l'activité ;
2. L'intégration du crowdfunding dans la stratégie d'inclusion financière et de stimulation du crédit aux entreprises, d'accumulation des réserves de change ;
3. La communication institutionnelle ;
4. Le soutien et l'encadrement du développement des plateformes de crowdfunding de la sous-région.

Les actions envisagées se déclinent en trois phases : (i) une phase d'analyse de l'environnement, (ii) une phase d'élaboration du cadre de l'activité et (iii) une phase d'impulsion, de développement et de suivi de l'activité. Le tableau 4 présente une matrice d'actions pouvant être réalisées par la BEAC dans l'optique de stimuler l'activité de financement participatif dans la CEMAC.

L'enjeu global de ce plan d'actions est de lever les freins identifiés à la section 4. Il est question de proposer un encadrement juridique et institutionnel adéquat susceptible d'une part de stimuler l'éclosion de nouvelles plateformes de financement participatif dans la sous-région et d'autre part d'accroître la part des fonds levés par les pays de la CEMAC sur les plateformes internationales.

En outre, il est essentiel que les risques de fraude, de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme y relatifs soient maîtrisés, afin que l'environnement du crowdfunding dans la sous-région soit sain.

Le crowdfunding est un mode de financement innovant, désintermédié, permettant aux porteurs de projets de financer leur activité grâce à des contributions modestes provenant d'un nombre important de pourvoyeurs de fonds via des plateformes en ligne. Cette activité est pleine d'opportunités pour la CEMAC, notamment en ce qui concerne le financement des petites et moyennes entreprises, l'accumulation des réserves de change ou encore le développement du marché financier. Toutefois, le développement de l'activité en CEMAC est freiné par de nombreux facteurs, tels que l'absence d'un cadre juridique clair, l'asymétrie d'information des potentiels bénéficiaires et le manque de suivi des plateformes de crowdfunding existantes. Par conséquent, la CEMAC reste à la marge en ce qui concerne l'activité de financement participatif en Zone Franc et en Afrique.

Les estimations effectuées indiquent que l'activité dans la CEMAC a un potentiel pouvant aller à plus de 12 milliards de FCFA d'ici à 2020. Des actions clés à implémenter ont été identifiées afin que la Banque Centrale contribue, dans la mesure de ses prérogatives et de concert avec les gouvernements et acteurs privés de la CEMAC, à libérer le potentiel de ce mode de financement complémentaire au système bancaire. Le tableau 4 a présenté une matrice d'actions susceptibles d'être réalisées afin de stimuler le financement participatif dans la CEMAC à moyen terme.

Les perspectives de ce mode de financement sont satisfaisantes et selon la Banque Mondiale⁴⁹ « les pays en développement qui arriveront à gérer de manière efficace ce processus⁵⁰ seront probablement capables de rattraper les pays développés d'un point de vue économique et législatif, en créant un cadre pour le financement d'entreprises en phase de démarrage, promouvant ainsi l'entrepreneuriat et l'émergence d'entreprises à technologie innovante et de nouvelles industries compétitives». Il est donc impératif de mener une réflexion approfondie sur cette question afin de soutenir les économies de la sous-région et particulièrement les TPE et PME.

Tableau 4 – Matrice d'actions à mener pour la stimulation du crowdfunding dans la CEMAC

Phases du plan d'action	Actions à mener		
	Réglementation	Communication	Suivi et accompagnement de l'activité
Phase 1 - Analyse de l'environnement	Création d'un groupe de travail chargé de : (i) faire le point sur l'activité à une fréquence trimestrielle, et (ii) faire l'analyse des réglementations existantes au niveau mondial afin de proposer une réglementation tenant compte des caractéristiques des économies de la CEMAC.	Réalisation et publications d'études détaillées en lien avec l'activité dans la sous-région.	Recensement des plateformes en activité dans la CEMAC
			Monitoring des fonds recueillis par crowdfunding dans les pays de la CEMAC
Phase 2 - Elaboration du cadre de l'activité	Elaboration de la réglementation sur le crowdfunding dans la CEMAC	Forum sur le thème : Les TPE, PME et la finance participative dans la CEMAC	Recensement des plateformes en activité dans la CEMAC
	Intégration du crowdfunding dans les stratégies d'inclusion financière et de promotion du marché financier dans la CEMAC		Monitoring des fonds recueillis par crowdfunding dans les pays de la CEMAC
Phase 3- Impulsion au développement et suivi de l'activité	Octroi des premières "Certifications BEAC" des plateformes de Crowdfunding	Communication grand public sur les opportunités du crowdfunding dans la CEMAC	Engagement du dialogue avec les promoteurs de plateformes de crowdfunding dans la CEMAC
	La Mise à jour (si nécessaire) de la réglementation peut se faire en fonction de l'évolution de ce secteur et des contraintes rencontrées		Enquête auprès d'entités ayant levé des fonds via crowdfunding dans la CEMAC
			Mise en place d'une équipe en charge du monitoring, du développement et du contrôle de l'activité de financement participatif dans la CEMAC

49 Banque Mondiale, 2013, op.cit, p.15.

50 Parlant de la mise en place d'un écosystème favorable au développement du crowdfunding



Annexes:

Tableau A1: Classement des pays africains selon le volume et la valeur des projets financés sur la plateforme KIVA

Classement (valeur totale des projets financés)	Classement (nombre de projets)	Pays	Nombre de projets financés (14/09/2017)	Pourcentage des projets	Valeur totale des projets financés (en dollars US)	Pourcentage dans le montant total des projets	Valeur moyenne d'un projet (en dollars)	Montant du prêt le plus élevé (en dollars US)
1	1	Kenya	129 142	37,09	64 915 150	23,087	503	50 000
2	2	Ouganda	40 567	11,65	38 332 200	13,633	945	50 000
3	6	Rwanda	15 313	4,40	28 087 175	9,989	1 834	50 000
4	16	Congo RDC	4 572	1,31	18 952 450	6,740	4 145	10 000
5	8	Tanzanie	14 416	4,14	18 206 825	6,475	1 263	50 000
6	10	Sénégal	11 273	3,24	17 956 500	6,386	1 593	6 150
7	9	Mali	12 722	3,65	15 747 325	5,601	1 238	49 250
8	3	Ghana	20 953	6,02	14 771 775	5,254	705	50 000
9	7	Sierra Leone	14 418	4,14	11 909 225	4,236	826	30 000
10	5	Togo	15 834	4,55	9 820 375	3,493	620	5 550
11	4	Nigeria	17 772	5,10	7 683 675	2,733	432	35 000
12	15	Zimbabwe	5 050	1,45	5 486 900	1,951	1 087	50 000
13	13	Bénin	5 858	1,68	4 517 950	1,607	771	50 000
14	12	Mozambique	6 366	1,83	4 004 275	1,424	629	50 000
15	19	Burkina Faso	3 228	0,93	3 900 450	1,387	1 208	6 425
16	11	Liberia	10 450	3,00	3 779 150	1,344	362	1 975
17	14	Sud Soudan	5 774	1,66	2 473 750	0,880	428	80 000
18	17	Cameroun	4 421	1,27	2 075 925	0,738	470	1 375



Tableau A1: Classement des pays africains selon le volume et la valeur des projets financés sur la plateforme KIVA (suite et fin)

Classement (valeur totale des projets financés)	Classement (nombre de projets)	Pays	Nombre de projets financés (14/09/2017)	Pourcentage des projets	Valeur totale des projets financés (en dollars US)	Pourcentage dans le montant total des projets	Valeur moyenne d'un projet (en dollars)	Montant du prêt le plus élevé (en dollars US)
19	21	Malawi	1 403	0,40	1 928 575	0,686	1 375	50 000
20	22	Zambie	1 029	0,30	1 813 125	0,645	1 762	50 000
21	18	Madagascar	4 136	1,19	1 354 975	0,482	328	50 000
22	20	Egypte	1 872	0,54	1 205 175	0,429	644	2 825
23	23	Afrique du Sud	629	0,18	1 047 625	0,373	1 666	50 000
24	24	Lesotho	477	0,14	435 700	0,155	913	2 400
25	25	Côte d'Ivoire	250	0,07	398 825	0,142	1 595	50 000
26	26	Somalie	227	0,07	315 625	0,112	1 390	8 000
27	27	Namibie	9	0,00	39 325	0,014	4 369	7 150
28	28	Mauritanie	1	0,00	15 000	0,005	15 000	15 000
		Total	348 162		281 175 025			

Source : calculs des auteurs d'après les données collectées sur la plateforme KIVA le 14 octobre 2017



Tableau A2: Liste des plateformes de crowdfunding permettant le financement des projets dans les différents pays de la CEMAC

N°	Nom de la plateforme	Lien Internet	Business Model	Secteurs financés	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad
1	1KFund	https://www.1kfund.com/	Reward/Donation	Agriculture/ Finance/ Green Tech/ IT & Communications/ Manufacturing & Industry/ Real Estate & Construction/ Social Impact	○	○	○	○	○	○
2	99Funding	https://www.99funding.com/	Equity	Finance	○	○	○	○	○	○
3	Accion Venture Lab Impact Investing	https://www.accion.org/venturelab		IT & Communications/ Finance/ Social Impact/ Green Tech	○					
4	African Wildlife Capital	http://www.africanwildlifecapital.com/	Equity	Social Impact	○	○	○	○	○	○
5	Afrikkstart Crowdfunding Africa	https://www.afrikstart.com/	Donation	IT & Communications/ Green Tech/ Manufacturing & Industry/ Social Impact	○	○	○	○	○	○
6	AFRIKWITY	https://www.afrikwity.com/	Equity	Social Impact	○	○	○	○	○	○
7	Agile International	http://agile-international.org/	Equity	Agriculture	○	○	○	○	○	○
8	ammado	https://www.ammado.com/	Donation	Social Impact	○	○		○	○	○
9	BABYLOAN	http://www.babyloan.org/	Lending	Social Impact	○	○	○	○	○	○



N°	Nom de la plateforme	Lien Internet	Business Model	Secteurs financés	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad
10	Bamboo Finance Impact Investing	http://www.bamboofinance.com/		IT & Communications/ Finance/Social Impact/ Agriculture/ Real Estate & Construction/ Manufacturing & Industry/ Green Tech	○					
11	betterplace.org	https://www.betterplace.org/	Donation	Social Impact	○	○	○	○	○	○
12	BONDORA.com	https://www.bondora.com/	Lending	Social Impact	○	○	○		○	○
13	chuffed	https://chuffed.org/	equity	Social Impact	○	○	○	○	○	○
14	CommonSites	http://commonsites.net/	Donation	Social Impact	○	○	○	○	○	○
15	Concern Worldwide	http://www.concernusa.org/	Donation	Social Impact	○	○	○	○	○	○
16	Crowdfunder.co.uk	http://www.crowdfunder.co.uk/	Reward	Social Impact	○	○	○	○	○	○
17	Crowdrise	https://www.crowdrise.com/		Social Impact	○				○	
18	Different.org	https://different.org/	Donation	Social Impact	○	○	○	○	○	○
19	Elevare Equity Impact Investing	http://www.elevarequity.com/		IT & Communications/ Finance/Social Impact/ Agriculture / Real Estate & Construction/ Manufacturing & Industry Green Tech	○					



N°	Nom de la plateforme	Lien Internet	Business Model	Secteurs financés	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad
20	Fiatope	https://www.fiatope.com/	Donation	Green Tech IT & Communications Manufacturing & Industry Social Impact	0	0	0	0	0	0
21	Forum for African Women Educationalist (FAWE)	http://www.fawe.org/	Donation	Social Impact	0	0	0	0	0	0
22	FRIDA	http://youngfeministfund.org/	Donation	Social Impact	0	0	0	0	0	0
23	Funders Club	https://fundersclub.com/	Equity /Lending	Agriculture/ Finance/ Green Tech/ IT & Communications/ Manufacturing & Industry/ Real Estate & Construction/ Social Impact	0	0	0	0	0	0
24	Fundly	https://fundly.com/	Donation	Social Impact	0	0	0	0	0	0
25	Generosity	https://www.generosity.com/	Donation	Social Impact	0	0	0	0	0	0
26	GoFundAfrica	https://www.gofundafrica.com/	Equity	Social Impact	0	0	0	0	0	0
27	GoFundMe	https://www.gofundme.com/	Equity	Social Impact	0	0	0	0	0	0
28	Higher Circle	https://www.highercircle.com/	Lending	Social Impact	0	0	0	0	0	0
29	homestrings	https://www.homestrings.com/	Lending	Social Impact	0	0	0	0	0	0
30	ICCO Investments Impact Investing	http://icco-investments.org/		Finance/Agriculture/Social Impact	0					
31	Its About My Africa	http://itsaboutmyafrica.com/	Reward	Social Impact	0	0	0	0	0	0
32	JustGiving	https://home.justgiving.com/		Social Impact	0					



N°	Nom de la plateforme	Lien Internet	Business Model	Secteurs financés	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad
33	Kiva	http://www.kiva.org/	Social Impact	Social Impact/ Agriculture / Real Estate & Construction /Green Tech	O					
34	Lelapa Fund	https://www.lelapafund.com/	Donation	Agriculture/ Finance/ Green Tech/ IT & Commu- nications/Ma- nufacturing & Industry/ Real Estate & Construction	O	O	O	O	O	O
35	Madrhiggs	http://www.madrhiggs.com/	Donation/ Lending	Social Impact	O	O	O	O	O	O
36	Malaik	http://www.malaik.com/	Equity	Social Impact/ IT & Commu- nications	O	O	O	O	O	O
37	MYC4	http://myc4.com/	Lending	Social Impact	O	O	O	O	O	O
38	myELEN.com	http://www.myelen.com/	Lending	Social Impact	O	O	O		O	O
39	Prosper Mar- ketplace	https://www.prosper.com/	Lending	Finance	O	O	O	O	O	O
40	Quona Capi- tal Venture Capital	http://www.quona.com/		Finance	O					
41	Razoo	https://www.razoo.com/us/home/	Lending	Social Impact	O	O	O		O	O
42	Share and Raise	http://shareandraise.com/	Donation	Agriculture/ Finance/ Green Tech/ IT & Commu- nications/Ma- nufacturing & Industry/ Real Estate & Construction/ Social Impact	O	O	O		O	O



N°	Nom de la plateforme	Lien Internet	Business Model	Secteurs financés	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Équatoriale	Tchad
43	Small Enterprise Assistance Fund Venture Capital	http://www.seaf.com/		IT & Communications/ Finance/Social Impact/ Agriculture/ Real Estate & Construction/ Manufacturing & Industry/ Green Tech	○					
44	Spirit in Action	http://spiritinaction.org/	Reward	Agriculture /Finance / Green Tech/ IT & Communications/ Manufacturing & Industry/ Real Estate & Construction / Social Impact	○	○	○	○	○	○
45	The National Democratic Institute	https://www.ndi.org/	Donation	Social Impact	○	○	○	○	○	○
46	The Sun Exchange	http://www.thesunexchange.com/	Lending	Social Impact	○	○	○	○	○	○
47	Ulule	http://www.ulule.com/	reward	Social Impact	○	○				
48	WaterIsLife	http://waterislife.com/	Donation	Social Impact	○	○	○	○	○	○
49	YouCaring	https://www.youcaring.com/	reward	Social Impact	○	○	○		○	○
50	4Just1.Com	https://4just1.com/	Donation	Social impact			○			
51	Zidisha	https://www.zidisha.org/	Reward	social impact					○	
				Total	49	40	39	34	41	39

Source: Site Allied Crowd, 2017, <https://alliedcrowds.com/> . Allied Crowds est un site dédié au recensement des plateformes de crowdfunding accessibles pour les pays en développement